

## POUVOIR ADJUDICATEUR

DIRECTION INTERREGIONALE NORD EST

10 boulevard de Dresde - CS30018

67080 STRASBOURG Cedex

CDC HABITAT - Agence de Metz

1, place du Pont à Seille - BP 40105

57004 METZ cedex

Agissant au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage, le Directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la Défense de METZ

### Opération

**Ville :** *PLAPPEVILLE*

**Résidence :** *De Gaulle*

**Références informatiques :** *4757*

**Objet :** *Réfection SDB /Cuisine et VRD*

## MARCHE DE TRAVAUX

**REGLEMENT PARTICULIER DE CONSULTATION (R.P.C.)  
PROCEDURE ADAPTEE**

**DATE LIMITE DE REMISE DES PROPOSITIONS**

**01/02/2021 A 18H00**

---

## SOMMAIRE

<b>IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....</b>	<b>1</b>
<b>1. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>1</b>
<b>2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>1</b>
2.1. ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION.....	1
2.2. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX.....	1
2.3. DECOMPOSITION EN LOTS.....	1
2.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES .....	1
2.5. COMPLEMENTS A APPORTER AU DESCRIPTIF.....	2
2.6. VARIANTES .....	2
2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	2
2.8. DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS.....	2
2.9. MODE DE REGLEMENT .....	2
<b>3. COMPOSITION DES DOSSIERS .....</b>	<b>2</b>
3.1. DOCUMENTS A PRODUIRE .....	2
3.2. LE PROJET DE MARCHE .....	5
3.3. LE CERTIFICAT DE VISITE.....	5
3.4. UN MEMOIRE JUSTIFICATIF .....	5
3.5. PIECES CONTRACTUELLES OPPOSABLES AU TITULAIRE.....	6
<b>4. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
<b>5. REMISE DES PROPOSITIONS - CONDITIONS D'ENVOI .....</b>	<b>6</b>
5.1. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME DEMATERIALISEE .....	7
5.2. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME PAPIER.....	8
<b>6. JUGEMENT DES PROPOSITIONS .....</b>	<b>8</b>
6.1. EXAMEN DE LA CONFORMITE DU DOSSIER .....	8
6.2. EXAMEN DE LA CANDIDATURE .....	9
6.3. EXAMEN DES OFFRES.....	9
6.4. NEGOCIATION DES OFFRES .....	9
6.5. DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	9
<b>7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE - CERTIFICAT DE VISITE.....</b>	<b>11</b>

**La réponse des candidats par voie électronique est obligatoire via la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). En revanche, la signature électronique n'est pas exigée.**

## IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

CDC HABITAT, Société Anonyme d'Economie Mixte à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 933 301 600 €, dont le siège social est à PARIS, 33 Avenue Pierre Mendès France (75013), immatriculée au registre du commerce de PARIS sous le N° 470 801 168 B, représentée par Monsieur Philippe BLECH Directeur interrégional - CDC Habitat Nord-Est - Direction interrégionale - 10 boulevard de Dresde CS30018 67080 STRASBOURG Cedex.

Agence de Metz - 1, place du Pont à Seille - BP 4010557004 METZ cedex

CDC HABITAT agit au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage, le Directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la Défense de METZ.

## 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un marché de travaux pour la sécurisation / résidentialisation d'un bâtiment situé 21 ter rue du Général De Gaulle 57050 PLAPPEVILLE.

## 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation fait suite à un avis d'appel public à la concurrence publié le 08/012021 au Républicain Lorrain, le JOUE et sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les variantes sont autorisées dans les conditions prévues à l'article 2.6.

### 2.2. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

Les travaux objet de la présente consultation seront attribués en sept (7) lots

### 2.3. DECOMPOSITION EN LOTS

- LOT 1 : VRD
- LOT 2 : Désamiantage / démolition
- LOT 3 : Plâtrerie
- LOT 4 : Menuiserie bois
- LOT 5 : Revêtements de sols et muraux
- LOT 6 : Plomberie
- LOT 7 : Electricité

### 2.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES

☒ Les travaux définis ci-dessus ne font pas l'objet d'une division en tranches.

☐ Les travaux définis ci-dessus font l'objet d'une tranche ferme et de .....tranches

optionnelles.

## **2.5. COMPLEMENTS A APPORTER AU DESCRIPTIF**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au descriptif.

Ils devront remettre une proposition rigoureusement conforme au projet établi par le Maître d'Œuvre / le Maître d'Ouvrage.

## **2.6. VARIANTES**

Les candidats peuvent remettre des offres variantes et les présenter sur papier libre dans la mesure où ces dernières ne dénaturent ni le projet ni les objectifs à atteindre. En aucun cas, ces variantes ne figureront sur les documents de la présente consultation (AE, DPGF...)

## **2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard DIX (10) jours avant la date fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.8. DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS**

Le délai de validité des propositions est fixé à CENT VINGT (120) jours à compter de la date limite de remise des propositions précisée à l'article 5 du présent règlement.

## **2.9. MODE DE REGLEMENT**

En application des dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, les règlements des sommes dues aux entreprises attributaires, dans le cadre de l'exécution du marché, seront effectués, après acceptation, par virement bancaire intervenant dans un délai maximal de TRENTE (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

# **3. COMPOSITION DES DOSSIERS**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

## **3.1. DOCUMENTS A PRODUIRE**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 ou lettre de candidature	Non
DC2 ou déclaration du candidat	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non
La preuve d'une assurance responsabilité civile professionnelle et la preuve d'une assurance responsabilité civile décennale		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
La liste de références de chantiers similaires récents (moins de 3 ans)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter leur dossier de candidature dans un délai de 5 jours maximum soit d'éliminer la ou les candidature(s).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'invitation à régulariser les candidatures peut être faite par voie électronique, notamment via la plateforme de dématérialisation mentionnée à l'article 5.1.2.

Il est ainsi nécessaire que l'adresse courriel indiquée par les candidats soit une adresse valide sans anti-spam rejetant les courriels dans les corbeilles électroniques sans alerte.

Il est vivement conseillé aux candidats d'entrer l'adresse de contact utilisée par le pouvoir adjudicateur dans leurs annuaires électroniques, afin de s'assurer de recevoir l'ensemble des courriels d'informations et mises à jour.

Le candidat n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour être joignable via la procédure susvisée ne pourra rechercher la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

### **Pièces à fournir par l'attributaire pressenti**

Le présent marché est conclu conformément au Code de la commande publique, notamment à ses articles R. 2143-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent marché produit :

- a) Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et 1 et 3 du L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- c) Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- d) Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

- e) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- f) Les attestations des assurances responsabilité civile professionnelle (RCP) et responsabilité civile décennale (RCD) nécessaires pour l'opération objet du présent marché.

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été jugée économiquement la plus avantageuse que si celui-ci produit dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents susmentionnés.

S'il ne peut produire lesdites pièces dans le délai ainsi imparti, son offre est rejetée et il est éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, ladite procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres conformes au sens des dispositions des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 du Code de la commande publique.

Le candidat est informé qu'afin de simplifier et sécuriser la remise de ses documents listés ci-dessus, [CDC Habitat met à sa disposition la plateforme en ligne **e-Attestations**. Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme **e-Attestations.com** lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse [support@e-attestations.com](mailto:support@e-attestations.com)).

Lors de l'attribution du marché, aucun des documents listés au présent article ne sera pris en compte s'il est transmis sur support papier.

### 3.2. LE PROJET DE MARCHE

Ce projet de marché comprendra impérativement, selon les cadres impératifs fournis dans le dossier de consultation :

Libellés	Signature*
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot	Oui
La Décomposition des Prix Forfaitaire(DPGF) par lot	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par lot	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot	Oui
Le planning prévisionnel	Oui
Lettre d'engagement COVID 19	Oui

\* La signature électronique n'est pas exigée. Cependant, dans la mesure du possible, les candidats transmettront des documents signés manuellement.

### 3.3. LE CERTIFICAT DE VISITE

Le certificat de visite établi, joint en annexe au présent règlement, doit être complété, daté et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur. La visite est obligatoire, l'absence de ce document entraînera le rejet de la proposition.

**La visite sur site est prévue le 22 janvier de 16h à 17h**

### 3.4. UN MEMOIRE JUSTIFICATIF

Dans ce mémoire figureront toutes les justifications et observations que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations.

En particulier, le mémoire justificatif du candidat devra contenir :

- Les indications concernant la provenance des principales fournitures ainsi que les références des fournisseurs correspondants
- Les indications concernant les procédés d'exécution envisagés et la méthodologie suivie
- Les moyens humains affectés à l'exécution du marché et les matériels spécifiques
- Le programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier ou des délais de fabrication et de mise à disposition
- Les indications concernant la provenance des principales fournitures ainsi que les références des fournisseurs correspondants
- Les indications concernant les procédés d'exécution envisagés et la méthodologie suivie.
- Les qualifications requises

- Les mesures et dispositifs envisagées en vue de l'approche de la démarche HQE
- Les Mesures en matière environnementale et relatives à la RSE

### 3.5 PIECES CONTRACTUELLES OPPOSABLES AU TITULAIRE

Les documents remis par le candidat retenu à l'appui de sa proposition constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du pouvoir adjudicateur (Maître de l'ouvrage et Maître d'œuvre dans le cas d'un marché de travaux), qui pourront à tout moment en exiger le respect. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ils ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- ✓ Les réponses aux questions du pouvoir adjudicateur (Maître de l'ouvrage et Maître d'œuvre dans le cas d'un marché de travaux) lors de l'analyse des propositions ;
- ✓ Le mémoire justificatif remis dans la proposition ;
- ✓ Les attestations d'assurances remises dans la proposition.

## 4. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Acte d'engagement
- CCAT
- CCTP par lot
- DPGF par lot
- Planning
- PGC
- Documents graphiques
- L'engagement COVID 19

Les candidats pourront se le procurer :

☒ Sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage :

Adresse complète du site internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le maître d'ouvrage, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats courants.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

## 5. REMISE DES PROPOSITIONS - CONDITIONS D'ENVOI



Le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres selon les modalités suivantes :

☒ Par voie électronique

Un candidat ne peut adresser plusieurs offres différentes sous forme papier et/ou sous forme dématérialisée.

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

### **5.1. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME DEMATERIALISEE**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [http:// www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : François PETIT - CDC Habitat Service Achats, 41 avenue Françoise Giroud 21000 DIJON

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du marché par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### **Modalités d'envoi des propositions**

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) en ligne à la rubrique « Aide ».

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour télécharger leur offre, et d'anticiper le temps de téléchargement.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer sa proposition de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre la proposition sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser par courriel à l'adresse suivante : [contact@achatpublic.com](mailto:contact@achatpublic.com).

#### Programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde, sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique ;
- la candidature ou l'offre transmise par voie électronique n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

## **5.2. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME PAPIER**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **6. JUGEMENT DES PROPOSITIONS**

### **6.1. EXAMEN DE LA CONFORMITE DU DOSSIER**

La composition des dossiers et le respect des dispositions du présent RPC seront rigoureusement vérifiés.

## **6.2. EXAMEN DE LA CANDIDATURE**

Les motifs d'élimination seront les suivants :

- Candidature irrégulière en raison de l'absence ou de l'incomplétude de certains documents ;
- Candidat dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont manifestement insuffisantes par rapport à l'objet du marché ;
- Candidat ne respectant pas les niveaux minimaux de capacité.

## **6.3. EXAMEN DES OFFRES**

Les critères de sélection des propositions se fonderont sur les éléments d'appréciation suivants :

1. Le montant de la proposition (50%)
2. Planning (20%)
3. Capacités Techniques et Moyens Humains (15%)
4. Les Qualifications (10%)
5. Mesures en matière environnementale et relatives à la RSE (5%)

## **6.4. NEGOCIATION DES OFFRES**

Une négociation des conditions du marché pourra être menée directement avec les candidats ayant remis une offre ou de ne négocier qu'avec les 3 candidats les mieux notés initialement. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation

## **6.5. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres prévaudront sur celles portées en chiffres, lesquelles indications portées en lettres seront prises en considération pour le jugement des offres ;

- Dans le cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le détail estimatif, seront rectifiées si elles sont d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération. Les mêmes principes s'appliquent pour le sous-détail d'un prix unitaire.
- Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, ou d'un prix forfaitaire dans l'offre du candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement des offres.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec son offre. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que sa proposition est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur déciderait d'abandonner l'opération avant la notification du contrat.

## **7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, 10 jours avant la date limite de remise des plis, une demande au maître d'ouvrage, *via* la plate-forme de dématérialisation mentionnée à l'article 4 du présent règlement.

Une réponse sera alors adressée, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

---

**ANNEXE - CERTIFICAT DE VISITE**

Monsieur ou Madame ..... (1)

Représentant CDC Habitat - Direction interrégionale Nord-Est - 10 boulevard de Dresde CS30018  
67080 STRASBOURG Cedex

En qualité de..... (1)

Certifie avoir reçu la visite de M. .... (2)

Représentant l'entreprise .....(2)

Sur l'ensemble immobilier .....

À l'occasion de la consultation pour .....

Fait à..... (1)

Le..... (1)

Le représentant du pouvoir adjudicateur

L'Entreprise

- (1) à compléter par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans le règlement après la visite
- (2) à compléter par l'entreprise avant la visite